

Sénat de Belgique

Session ordinaire 2012-2013



5-184COM

**Commission de l'Intérieur et des
Affaires administratives**

Mardi 27 novembre 2012

Séance de l'après-midi

Annales

Handelingen

**Commissie voor de Binnenlandse
Zaken en voor de Administratieve
Aangelegenheden**

Dinsdag 27 november 2012

Namiddagvergadering

5-184COM

Gewone Zitting 2012-2013

Belgische Senaat

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire**Inhoudsopgave**

<p>Demande d'explications de Mme Cindy Franssen à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la problématique de l'écart salarial et des avantages extralégaux» (n° 5-2251).....4</p> <p>Demande d'explications de M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «le traitement prioritaire de la formation des aspirants inspecteurs à Bruxelles» (n° 5-2358)5</p> <p>Demande d'explications de M. Huub Broers à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la connaissance de l'internet par les agents de police» (n° 5-2383).....7</p> <p>Demande d'explications de Mme Fauzaya Talhaoui à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «le racisme croissant en raison de la crise économique» (n° 5-2394)9</p> <p>Demande d'explications de M. Yves Buysse à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'école de police de Flandre occidentale» (n° 5-2459)11</p> <p>Demande d'explications de M. Gérard Deprez à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'extension de Police-on-web» (n° 5-2574)12</p> <p>Demande d'explications de M. Gérard Deprez à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «le plan global pour lutter contre la violence à l'égard des policiers» (n° 5-2575)13</p> <p>Demande d'explications de Mme Inge Faes à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «les sanctions administratives communales» (n° 5-2604)15</p> <p>Demande d'explications de M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la lenteur de la police lors du signalement de véhicules volés» (n° 5-2613)16</p> <p>Demande d'explications de M. François Bellot à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «les traitements différenciés des membres des services de police en matière de pension» (n° 5-2620)18</p>	<p>Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de problematiek van de loonkloof en van de extralegale voordelen» (nr. 5-2251)4</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de voorrangsbepaling van de opleiding voor aspirant-inspecteurs in Brussel» (nr. 5-2358)5</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Huub Broers aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de webkennis van onze politieagenten» (nr. 5-2383)7</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Fauzaya Talhaoui aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «het stijgend racisme naar aanleiding van de economische crisis» (nr. 5-2394)9</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Yves Buysse aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de West-Vlaamse politieschool» (nr. 5-2459)..... 11</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Gérard Deprez aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de uitbreiding van Police-on-web» (nr. 5-2574) 12</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Gérard Deprez aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «het globaal plan ter bestrijding van het geweld tegen politieambtenaren» (nr. 5-2575) 13</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Inge Faes aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de gemeentelijke administratieve sancties» (nr. 5-2604) 15</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de traagheid van de politie bij het seinen van gestolen voertuigen» (nr. 5-2613) 16</p> <p>Vraag om uitleg van de heer François Bellot aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de verschillende pensioenregelingen van de personeelsleden van de politiediensten» (nr. 5-2620)..... 18</p>
---	---

Présidence de M. Philippe Moureaux*(La séance est ouverte à 15 h 25.)***Demande d'explications de Mme Cindy Franssen à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la problématique de l'écart salarial et des avantages extralégaux» (n° 5-2251)**

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Ma question date déjà de quelques mois mais je ne me fais pas d'illusion, le problème de l'écart salarial et des avantages extralégaux n'est pas résolu. J'ai posé cette question à l'occasion de l'Equal Payday, qui tombait cette année le 20 mars. Il s'agit d'une date symbolique, c'est, sur une base annuelle, celle jusqu'à laquelle les femmes doivent continuer à travailler afin de gagner autant que ce que les hommes gagnent en un an. Le salaire mensuel des femmes est toujours en moyenne de 22% inférieur à celui des hommes ; elles doivent travailler près de trois mois de plus pour gagner le même salaire.*

On ne parle cependant guère de l'écart, encore plus important, en matière d'avantages extralégaux. Le rapport annuel de l'Institut pour l'Égalité des femmes et des hommes montre que les indemnités relatives aux déplacements domicile-lieu de travail des femmes sont de 28% inférieures à celles des hommes et que leur pension complémentaire est de 42% inférieure. L'écart en matière de pension complémentaire est donc même plus important que l'écart salarial, un constat que les chercheurs ne peuvent expliquer. Le nombre de femmes percevant ce type de pensions est d'ailleurs aussi inférieur. Les femmes perçoivent également 34% d'options sur titres en moins. Elles sont donc doublement pénalisées du fait qu'elles gagnent moins et bénéficient de moins d'avantages extralégaux.

Quelles mesures la ministre envisage-t-elle afin de s'attaquer à l'écart en matière d'avantages extralégaux ?

S'est-elle déjà concertée à ce sujet avec la ministre de l'Emploi et les partenaires sociaux ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *Lorsque j'étais ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances, j'ai accordé beaucoup d'attention à l'écart salarial en général et à l'inégalité liée au genre en matière d'avantages extralégaux en particulier. À ma demande, l'Institut pour l'Égalité des femmes et des hommes, le SPF Emploi et les partenaires sociaux ont examiné les possibilités de collecter des chiffres sur les avantages extralégaux. Cela a donné lieu à un paragraphe supplémentaire dans les rapports sur l'écart salarial en 2010.*

Mme Franssen fait référence au rapport 2012. Ces données permettent en effet de se faire une idée objective et précise de l'ampleur de l'inégalité. Étant consciente du problème, j'ai instamment demandé aux partenaires sociaux d'inclure, dans le bilan social, une ventilation pour un certain nombre de données, dont celles relatives aux avantages extralégaux. Alors que le Conseil national du travail a été saisi de cette demande depuis 2009, les organisations patronales s'y

Voorzitter: de heer Philippe Moureaux*(De vergadering wordt geopend om 15.25 uur.)***Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de problematiek van de loonkloof en van de extralegale voordelen» (nr. 5-2251)**

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – *Mijn vraag is nu reeds enkele maanden oud, maar ik maak mij geen illusie dat het probleem van de loonkloof en de extralegale voordelen is opgelost. Ik heb deze vraag gesteld naar aanleiding van Equal Payday, die dit jaar op 20 maart viel. Het is een symbolische datum; het is de dag tot wanneer vrouwen langer moeten werken om op jaarbasis evenveel te verdienen als wat mannen in één jaar verdienen. Vrouwen verdienen nog steeds gemiddeld 22% minder dan hun mannelijke collega's; ze moeten bijna drie maanden langer werken om hetzelfde bedrag te verdienen.*

Er wordt echter weinig gezegd over de nog grotere kloof inzake de extralegale voordelen. Uit het jaarlijks rapport van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen blijkt dat vrouwen maar liefst 28% minder vergoeding voor woon-werkverkeer en 42% minder aanvullend pensioen krijgen. Het verschil in aanvullend pensioen is dus zelfs groter dan de loonkloof zelf. Een verklaring hebben de onderzoekers hiervoor niet. Het aantal vrouwen dat zo'n pensioen krijgt, ligt trouwens ook al lager dan het aantal mannen. Vrouwen ontvangen ook 34% minder aandelenopties. Vrouwen worden dus dubbel benadeeld, omdat ze minder verdienen en minder extralegale voordelen ontvangen.

Welke maatregelen stelt de minister in het vooruitzicht om de kloof inzake extralegale voordelen aan te pakken?

Heeft de minister hierover reeds overleg gehad met de minister van Werk en de sociale partners?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Als minister van Werk en Gelijke Kansen heb ik tijdens de vorige legislatuur zeer veel aandacht besteed aan de loonkloof in het algemeen en de genderongelijkheid inzake extralegale voordelen in het bijzonder. Op mijn vraag hebben het Instituut voor gelijkheid van vrouwen en mannen, de FOD Werkgelegenheid en de sociale partners de mogelijkheden onderzocht om cijfergegevens over extralegale voordelen te rapporteren. Dat heeft in 2010 geleid tot een extra paragraaf in de loonkloofrapporten.*

Mevrouw Franssen verwijst naar de cijfers uit het rapport 2012. Deze gegevens maken het inderdaad mogelijk een duidelijke en objectieve inschatting te maken van de omvang van de ongelijkheid. Omdat ik mij bewust ben van het probleem, heb ik er bij de sociale partners sterk op aangedrongen in de sociale balans een opsplitsing te maken voor een aantal gegevens, waaronder die met betrekking tot de extralegale voordelen. Deze vraag wordt al sinds 2009 aan

opposent farouchement.

Quelques parlementaires de différentes couleurs politiques avaient inséré cette ventilation obligatoire dans une proposition de loi visant à lutter contre l'écart salarial. Cette proposition de loi a été votée le 8 mars 2012 par une large majorité. Cette nouvelle loi doit à présent être appliquée. Les membres de mon cabinet et moi-même avons souvent des contacts avec la ministre de l'Emploi et son équipe. Il importe d'examiner les possibilités d'appuyer le mieux possible sa mise en œuvre effective.

Le rapport biennal sur l'écart salarial dans l'entreprise et le paiement d'avantages extralégaux en fera partie et sera donc examiné par le conseil d'entreprise ou, en l'absence de celui-ci, par le Comité pour la prévention et la protection au travail. Nous avons également l'intention de demander aux partenaires sociaux d'examiner ce problème avant de rédiger l'AIP des deux prochaines années.

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Je sais que ce sujet vous tient à cœur. La collecte de données constitue un pas dans la bonne direction. Le débat que doivent maintenant mener les partenaires sociaux est une seconde étape mais nous finirons par obtenir des résultats et par appliquer la loi. Les partenaires sociaux doivent donc ventiler leur bilan social en fonction du sexe, de manière à mettre en lumière les inégalités spécifiques liées au genre. C'est pourquoi je demande à la ministre de l'Égalité des chances et à la ministre de l'Emploi de s'atteler à ce problème.*

Demande d'explications de M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «le traitement prioritaire de la formation des aspirants inspecteurs à Bruxelles» (n° 5-2358)

M. Bart Laeremans (VB). – *La ministre de l'Intérieur a décidé, par le biais d'une publication au Moniteur belge du 23 mai dernier, d'accorder aux 250 aspirants inspecteurs une priorité pour entamer leur formation de base à Bruxelles. Il s'agit de candidats qui, dès le début de leur recrutement, ont choisi de travailler dans l'une des six zones de police de Bruxelles. Il n'y a rien d'anormal à ce qu'on renforce ces zones de police étant donné qu'elles sont confrontées à une pénurie de personnel. Cette décision, prise après le décès d'un collaborateur de la STIB, s'insère dans un éventail de mesures destinées à améliorer la sécurité dans et autour des transports en commun bruxellois.*

Cette décision se heurte pourtant à de la résistance, particulièrement de la part des autres zones de police de l'ensemble du pays qui craignent que les nombreux postes vacants ne soient pas pourvus dans un délai raisonnable. Il y a effectivement une pénurie structurelle : pendant des années, le déficit s'est élevé à 400 policiers par an, ce qui fait qu'énormément d'emplois ne sont pas pourvus. Reste à savoir si un contingent annuel de 1400 nouveaux policiers sera suffisant, sachant qu'au moins 300 des nouvelles recrues

de Nationale Arbeidsraad gesteld, maar ze botst op felle weerstand bij de werkgeversorganisaties.

Een paar parlementsleden, met verschillende politieke achtergrond, hadden die verplichte opsplitsing opgenomen in een wetsvoorstel ter bestrijding van de loonkloof. Dat wetsvoorstel werd op 8 maart 2012 met een ruime politieke meerderheid goedgekeurd. Deze nieuwe wet moet nu uiteraard worden toegepast. Mijn kabinetleden en ikzelf hebben hierover vaak contact met de minister van Werk en haar staf. Het is belangrijk om na te gaan hoe de concrete uitvoering van de wet zo goed mogelijk kan worden ondersteund.

De tweejaarlijkse rapportering over de loonkloof in de onderneming en de uitbetaling van extralegale voordelen zal daarvan een onderdeel zijn en zal dus worden besproken in de ondernemingsraad of, bij afwezigheid daarvan, in het Comité voor preventie en bescherming op het werk. We zijn ook van plan de sociale partners te vragen dit probleem te bespreken alvorens het IPA voor de komende twee jaren op te stellen.

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – Ik weet dat dit thema de minister na aan het hart ligt. Cijfers verzamelen is een stap in de goede richting. Het debat dat de sociale partners moeten voeren, is een tweede stap, maar uiteindelijk moeten we resultaten boeken en de wet uitvoeren. De sociale partners moeten in hun sociale balans dus de opsplitsing maken volgens geslacht, zodat genderspecifieke ongelijkheden aan het licht komen. Daarom vraag ik de minister van Gelijke Kansen en de minister van Werk een tandje bij te steken.

Vraag om uitleg van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de voorrangsbepaling van de opleiding voor aspirant-inspecteurs in Brussel» (nr. 5-2358)

De heer Bart Laeremans (VB). – De minister van Binnenlandse Zaken besliste, via een publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van 23 mei jongstleden, dat 250 aspirant-inspecteurs voorrang krijgen om hun basisopleiding te starten in Brussel. Het gaat om kandidaten die er bij aanvang van hun rekrutering voor opteerden bij een van de zes Brusselse politiezones aan de slag te gaan. Op zich is er niets mis met een versterkte rekrutering voor Brussel, aangezien in de zes Brusselse zones dringend grote tekorten moeten worden weggewerkt. De beslissing kwam er trouwens naar aanleiding van de doodgeslagen MIVB-medewerker en past in een pakket van maatregelen om de veiligheid op en rond het openbaar vervoer in Brussel te verbeteren.

De beslissing stuit echter ook op verzet, niet het minst van de andere politiezones in het hele land, die vrezen dat ze hierdoor de talrijke openstaande vacatures niet binnen een redelijke termijn zullen ingevuld zien. Er is wel degelijk een structureel tekort: jarenlang werden 400 politieagenten te weinig gerekruteerd, waardoor heel wat vacatures niet kunnen worden opgevuld. De vraag is of een jaarlijks contingent van 1400 nieuwe agenten voldoende zal zijn, zeker in de

iront à Bruxelles. La sélection au profit de Bruxelles ne se fera-t-elle pas arbitrairement au détriment des autres zones du pays ?

La ministre a entre-temps obtenu du gouvernement le recrutement de 1400 nouveaux policiers par an, soit 365 de plus qu'aujourd'hui. Il s'agit d'un pas dans la bonne direction mais cela ne suffira pas à combler les nombreuses vacances d'emploi consécutives aux prochaines mises à la retraite.

Les candidats ne souhaitant pas travailler dans la capitale mais dans une autre zone de police devront donc attendre jusqu'à ce qu'une place se libère dans les écoles de police. Les zones verront dès lors des recrues leur passer sous le nez et rejoindre Bruxelles. Plus grave, il se pourrait que des candidats compétents qui ne peuvent entamer leur formation à court terme soient incités à choisir un autre emploi. Bref, la pénurie structurelle d'aspirants-inspecteurs ne s'améliorera pas pour un grand nombre de zones, au contraire.

La ministre comprend-elle la crainte de certains bourgmestres et chefs de corps de voir le recrutement dans de nombreuses zones s'en ressentir encore davantage ?

Comment cette politique de priorités s'insère-t-elle dans la promesse qui avait été faite de recruter plus de 1400 nouveaux policiers en 2012 ? Cet objectif sera-t-il atteint en 2012 ? A-t-on dégagé suffisamment de moyens à cet effet ?

Quelle forme prendra cette politique prioritaire ? Se pourrait-il que de ce fait, des candidats compétents n'aient pas la possibilité d'entamer une formation ?

Quelles mesures la ministre envisage-t-elle pour répondre aux souhaits des zones lésées ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances. – *Je puis comprendre les préoccupations de certaines autorités de police locale.*

Il y aura un recrutement supplémentaire de 250 aspirants -inspecteurs pour les zones de police bruxelloises. La Région de Bruxelles en supportera le coût. J'ai également décidé, pour 2012, un recrutement supplémentaire de cent agents de police supplémentaires pour l'ensemble de la police intégrée, et de cinquante agents pour la réserve d'intervention fédérale. Ceci représente pour 2012 le recrutement de 400 inspecteurs supplémentaires.

Lors du dernier conclave budgétaire, j'ai obtenu le budget nécessaire pour qu'on puisse recruter 300 inspecteurs sur une base structurelle. En 2010 on a pu engager 1000 aspirants-inspecteurs ; aujourd'hui, dans des circonstances difficiles on recrute annuellement 1400 aspirants inspecteurs. Plus des trois quart d'entre eux entrent en service dans les zones de police. Chaque zone de police en bénéficie donc.

De plus, j'ai obtenu un accord pour augmenter le nombre effectif d'inspecteurs de la police fédérale de cent inspecteurs supplémentaires en 2013 ; ils s'ajouteront aux cent inspecteurs qui ont été engagés en 2012 dans la police ferroviaire. En deux ans, il y aura donc 900 inspecteurs de plus. C'est assez impressionnant.

Le Conseil des ministres a en outre décidé en septembre

wetenschap dat minstens 300 van de nieuwe rekruten voor Brussel worden gereserveerd. Zal er niet te willekeurig worden geselecteerd ten voordele van Brussel, maar ten nadele van vele andere zones in het land?

De minister heeft inmiddels van de regering verkregen dat jaarlijks 1400 nieuwe politieagenten worden gerekruteerd. Dat zijn er 365 meer dan vandaag. Dat is een stap in de goede richting, maar nog altijd onvoldoende om de talrijke vacatures op te vullen, die mede door de aankomende pensioneringen zullen ontstaan.

Kandidaten die niet naar de hoofdstad willen, maar naar een andere politiezone, moeten dus wachten tot er in de politiescholen een plaats vrijkomt. Zones zullen dus rekruten aan hun neus voorbij zien gaan en zien vertrekken richting Brussel. Erger nog: het zou kunnen dat bekwame kandidaten, die niet op korte termijn hun opleiding kunnen aanvatten, ertoe worden aangezet een andere job te kiezen. Kortom, het structurele tekort aan aspirant-inspecteurs wordt er voor een groot aantal zones niet beter op. Integendeel.

Is de minister het eens met de vrees van bepaalde burgemeesters en korpschefs dat de rekrutering in vele zones hiermee nog meer wordt ondermijnd?

Hoe past dit voorrangbeleid in het beloofde inhaalplan om in 2012 meer dan 1400 nieuwe politiemensen te rekruteren? Wat is de stand van zaken van dit inhaalplan? Zal de doelstelling in 2012 worden gehaald? Zijn er inmiddels voldoende middelen toegekend?

Op welke wijze krijgt de voorrang gestalte? Kan het zijn dat bekwame kandidaten hierdoor geen plaats krijgen om een opleiding te starten?

Met welke maatregelen zal de minister de vele benadeelde zones tegemoetkomen?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Ik kan de bezorgdheid van bepaalde lokale politieoverheden begrijpen.

Voor de Brusselse politiezones zullen 250 aspirant-inspecteurs extra worden aangeworven. Het Brussels Gewest zal hiervoor betalen. Daarnaast is ook beslist dat voor 2012 100 extra politiemensen voor het geheel van de geïntegreerde politie, 50 extra politiemensen voor de federale interventiereserve en 100 extra inspecteurs voor de federale spoorwepolitie zullen worden aangeworven. Dat betekent dat in 2012 minstens 400 extra inspecteurs zullen worden gerekruteerd.

Tijdens het begrotingsconclaf 2013 heb ik de nodige middelen verkregen om op structurele basis aanvullend 300 inspecteurs aan te werven. In 2010 konden maar 1000 aspirant-inspecteurs worden aangeworven; nu zullen in moeilijke budgettaire omstandigheden jaarlijks 1400 aspirant-inspecteurs worden aangeworven. Daarvan gaat meer dan 75% naar de politiezones. Elke politiezone kan daar voordeel uit halen.

Ook wordt het mogelijk om in 2013 100 extra inspecteurs voor de federale politie aan te werven, naast de 100 extra inspecteurs die in 2012 werden aangeworven voor de spoorwepolitie. In twee jaar zullen er dus 900 extra inspecteurs bijkomen. Dat is tamelijk indrukwekkend.

d'instaurer un nouveau système de recrutement. Il s'agit d'une réforme importante du système de recrutement et de formation dont le but est d'accélérer le cycle de recrutement pour que les nouvelles recrues soient aussi vite que possible en poste là où elles sont nécessaires. S'il n'est pas possible de pourvoir un poste par mobilité interne, la police locale ou fédérale peuvent s'engager formellement dans ce nouveau système pour le nombre de postes qu'elles déclarent vacants. Ces emplois seront dès lors pourvus en priorité. Le nouveau système prendra cours en principe au 1^{er} juillet 2013.

Les zones de police qui en ont les moyens peuvent faire des recrutements complémentaires, outre les 1400 aspirants. Nous répondons ainsi aux demandes de nombreuses communes et villes, y compris des communes flamandes et satisfaisons à la demande d'adaptation du système de recrutement exprimée par les bourgmestres

M. Bart Laeremans (VB). – *La ministre estime que tous les problèmes de recrutement seront résolus et qu'il sera répondu à toutes les demandes. Je reste néanmoins sceptique. J'admets qu'il y a une avancée mais la pénurie structurelle existe depuis des années. Durant plusieurs années, on n'a pas engagé suffisamment pour compenser les départs. De plus, dans les années à venir, de nombreux policiers partiront à la retraite. Le problème est donc double. J'espère, comme la ministre, qu'elle parviendra à pourvoir tous les postes vacants.*

Je n'ai pas obtenu de réponse à ma question relative au mode de sélection dans l'éventualité où la demande des communes dépasserait l'offre. La ministre affirme qu'il n'y a aucun problème et que l'on peut même procéder à plus de 1400 recrutements. C'est positif mais je demande à voir. Je continuerai à suivre attentivement ce dossier.

Demande d'explications de M. Huub Broers à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la connaissance de l'internet par les agents de police» (n° 5-2383)

M. Huub Broers (N-VA). – *L'étude intitulée Verstrikt in het net de Digivaardig & Digiveilig, un programme de collaboration impliquant des entreprises, les pouvoirs publics néerlandais et quelques organisations sociales, a été publiée il y a quelques mois aux Pays-Bas. L'un des objectifs de ce programme est d'encourager l'utilisation sûre d'internet par les enfants.*

Cette étude montre notamment que les jeunes considèrent souvent la police comme étant la première possibilité d'assistance lorsqu'ils rencontrent des situations indésirables lors de l'utilisation d'internet. Cette étude pose aussi la question de savoir si les agents de police disposent de suffisamment de connaissances pour réagir adéquatement aux problèmes auxquels les jeunes sont confrontés quotidiennement sur internet. Les arnaques numériques et les menaces en ligne ne seraient pas toujours correctement

De Ministerraad heeft in september bovendien beslist een nieuw aanwervingssysteem in te stellen. Er komt een zeer brede hervorming van het rekruterings- en opleidingssysteem. Het doel is de aanwervingscyclus te versnellen zodat de nieuwe rekruten zo snel mogelijk terechtkomen waar ze nodig zijn. Indien via de mobiliteit geen geschikte kandidaten kunnen worden gevonden, zal de lokale of de federale politie zich in dit nieuwe concept formeel kunnen engageren naargelang het aantal betrekkingen die ze vacant verklaren. Die betrekkingen zullen dan bij voorrang worden ingevuld. Het nieuwe systeem zal in principe op 1 juli 2013 in werking treden.

De politiezones die over voldoende financiële middelen beschikken, kunnen ook aanvullende aanwervingen doen, boven de grens van 1400 aspiranten. Hiermee komen we tegemoet aan de vraag van heel wat, ook Vlaamse, gemeenten en steden.

We zijn dus tegemoetgekomen aan de verschillende eisen en vragen van de burgemeesters met betrekking tot de aanwervingen en de aanpassing van het rekruteringsysteem.

De heer Bart Laeremans (VB). – Volgens de minister zijn alle problemen met de rekruteringsopgelost en wordt aan alle wensen voldaan. Ik blijf echter sceptisch. Er wordt inderdaad vooruitgang geboekt, maar er is ook jarenlang een structureel tekort opgebouwd. Enkele jaren lang werden niet voldoende rekruten aangeworven om de uitreders op te vangen. Bovendien zullen de komende jaren heel wat politiemensen met pensioen gaan. Er is dus een dubbel probleem. Ik hoop net als de minister dat ze erin zal slagen al die vacatures op te vullen.

De minister heeft niet geantwoord op de vraag hoe zal worden geselecteerd als de vraag van de gemeenten groter is dan het aanbod. De minister zegt dat er geen probleem is en dat zelfs meer dan 1400 politieagenten kunnen worden aangeworven. Dat is positief, maar ik wil het nog zien. Ik zal dit dossier op de voet volgen.

Vraag om uitleg van de heer Huub Broers aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de webkennis van onze politieagenten» (nr. 5-2383)

De heer Huub Broers (N-VA). – Een aantal maanden geleden verscheen in Nederland de studie *Verstrikt in het net* van Digivaardig & Digiveilig, een samenwerkingsverband tussen bedrijven, de Nederlandse overheid en enkele maatschappelijke organisaties. Een van de doelstellingen van deze organisatie is het veilig gebruik van internet door kinderen stimuleren.

Uit het onderzoek blijkt onder andere dat jongeren de politie vaak zien als eerste hulpverlener als er zich tijdens het internetgebruik ongewenste situaties voordoen. In het onderzoek werd echter ook de vraag geopperd of politieagenten wel over voldoende kennis beschikken om adequaat te reageren op problemen waarmee jongeren dagelijks op het internet worden geconfronteerd. Zo zouden digitale oplichting en online bedreigingen door de politie niet altijd naar waarde worden geschat. Professionele

évaluées par la police. Des intervenants professionnels ont même déclaré qu'ils ne sont souvent pas suffisamment informés et qu'ils souhaiteraient approfondir leurs connaissances.

Nos agents sont-ils suffisamment formés pour pouvoir réagir adéquatement aux plaintes de jeunes à propos d'incidents indésirables lors de l'utilisation d'internet? Je pense aux connaissances en informatique et en utilisation d'internet mais aussi à la connaissance de l'environnement dans lequel évoluent les jeunes.

L'autorité fédérale met-elle suffisamment de matériel à disposition pour pouvoir traiter cette problématique spécifique? Je pense, par exemple, au matériel nécessaire à des actions de prévention: dépliants et logiciels y afférents pour les agents de quartier.

La police fédérale dispose-t-elle de suffisamment de spécialistes pour mesurer l'impact de la criminalité et du harcèlement numériques dont sont victimes nos jeunes et pour les réprimer? Existe-t-il à ce sujet des collaborations entre, notamment, les réseaux d'enseignement, Steunpunt Jeugd (centre de soutien pour la politique de la jeunesse) et les mouvements de jeunesse?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *La formation de base des agents de police comporte des cours d'informatique et d'utilisation d'internet. Le SPF Intérieur travaille à l'instauration d'une étroite collaboration avec l'organisation Child Focus, qui a été reconnue par l'Union européenne comme Safer Internet Centre. Child Focus a déjà développé une gamme d'outils et travaille activement à la sensibilisation et à la prévention concernant l'e-safety à l'intention des parents et des enfants mais également des services de police. Child Focus a développé un site web interactif, clicksafe.be, qui s'adresse à tous ceux qui s'interrogent à propos de l'utilisation sûre d'internet. Child Focus a créé une ligne d'aide pour les jeunes et les enfants mais également pour tous les professionnels, afin de répondre à toutes les questions relatives à l'utilisation sûre d'internet et de fournir une assistance en cas de problèmes en ligne. Cette ligne d'aide est accessible via un formulaire de contact en ligne.*

Le SPF Intérieur a organisé du 1^{er} au 8 juin 2012 la semaine de la sécurité intégrale au bénéfice des autorités locales et de leurs services de prévention et de police. Child Focus y a fait un exposé dans le cadre de l'atelier internet et sécurité et y a également proposé différentes formations à l'intention des policiers. Avec la Federal Computer Crime Unit, FCCU, au niveau central, et les Computer Crime Units régionaux au niveau des arrondissements, la police judiciaire fédérale dispose de spécialistes bien entendu parfaitement formés qui s'occupent de la lutte contre la criminalité informatique.

Il n'existe pas de collaborations structurelles spécifiques concernant le harcèlement informatique mais dans le programme Criminalité informatique, la FCCU prévoit des sessions d'information au sujet du comportement sûr dans le cyberspace, destinées au personnel enseignant et autres acteurs professionnels. En outre, des fonctionnaires de référence TIC spécialement formés seront mis à la disposition des polices locales.

M. Huub Broers (N-VA). – *Comme la ministre, je suis*

hulpverleners gaven in de studie zelf aan dat ze vaak onvoldoende op de hoogte zijn en dat ze graag meer kennis willen opdoen.

Worden onze agenten voldoende opgeleid om adequaat te kunnen reageren bij klachten van jongeren over ongewenste incidenten tijdens het internetgebruik? Ik denk hierbij aan computerkennis, kennis over het internet, maar ook kennis over de leefwereld van onze jongeren.

Stelt de federale overheid voldoende materiaal ter beschikking om te kunnen omgaan met deze specifieke problematiek? Dan denk ik bijvoorbeeld aan materiaal voor preventieve acties: folders en bijbehorende software voor wijkagenten.

Beschikt de federale politie over voldoende specialisten om de impact van de digitale criminaliteit en digitaal pestgedrag op onze jeugd in kaart te brengen en te beteugelen? Bestaan er voor deze problematiek samenwerkingsverbanden met onder meer de onderwijsnetten, steunpunt Jeugd en de jeugdbewegingen?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *De basisopleiding van agent van politie omvat een aantal informatica- en internetcursussen. De FOD Binnenlandse Zaken stuurt aan op een nauwe samenwerking met Child Focus, dat door de Europese Unie erkend is als Safer Internet Centre. Child Focus ontwikkelde al een gamma tools en werkt actief rond sensibilisering en preventie met betrekking tot e-safety voor ouders en kinderen, maar ook voor politiediensten. Child Focus ontwikkelde een interactieve website voor veilig internetten, clicksafe.be. Hiermee richt Child Focus zich tot iedereen die een vraag heeft over veilig internetten. Child Focus heeft een hulplijn opgericht voor jongeren en kinderen, maar ook voor professionele hulpverleners om alle vragen over verantwoord en veilig surfen op het internet te beantwoorden en te helpen als er online problemen zijn. Deze hulplijn is te bereiken via een online contactformulier.*

Van 1 tot 8 juni 2012 organiseerde de FOD Binnenlandse Zaken de week van de integrale veiligheid voor de lokale overheden en hun preventie- en politiediensten. Child Focus kwam tijdens de workshop Veilig Internet aan het woord. Child Focus heeft ook verschillende opleidingen voor politieagenten aangeboden. Met de Federal Computer Crime Unit, FCCU, op centraal niveau en de regionale Computer Crime Units op niveau van de arrondissementen beschikt de federale gerechtelijke politie over specialisten die begaan zijn met de strijd tegen informaticacriminaliteit en die uiteraard een uitstekende opleiding hebben gevolgd.

Er bestaat geen specifieke structurele samenwerking in verband met cyberpesten, maar in het programma Informaticacriminaliteit heeft FCCU wel infosessies over veilig gedrag in cyberspace, bestemd voor het onderwijzend personeel, maar ook voor professionals. Er zal verder gewerkt worden aan de verspreiding en de uitbouw van referentieambtenaren ICT bij de lokale politie met specifieke opleiding.

De heer Huub Broers (N-VA). – *Net als de minister ben ik*

convaincu que les aspirants agents de police en savent bien plus au sujet d'internet que nous. Je me réjouis particulièrement de la collaboration avec Child Focus. J'espère que les zones de police locale réagiront dans le même sens. De nombreux agents de quartier et d'informaticiens des zones de police prennent de l'âge. Chaque bourgmestre devrait collaborer et, si nécessaire, le pouvoir local doit participer au financement des cours.

**Demande d'explications de
Mme Fauzaya Talhaoui à la vice-première
ministre et ministre de l'Intérieur et de
l'Égalité des Chances sur «le racisme
croissant en raison de la crise
économique» (n° 5-2394)**

Mme Fauzaya Talhaoui (sp.a). – Selon un rapport du Réseau européen contre le racisme – ENAR – publié le 21 mars à l'occasion de la Journée mondiale contre le racisme, la crise économique suscite de plus en plus de comportements racistes et discriminatoires. Ainsi, nous lisons dans ce rapport : « En cette époque de récession économique, alors que le taux de chômage général est en hausse dans tous les pays européens, 32 les minorités ethniques et les migrants ont été affectés de façon disproportionnée, surtout pour ce qui est du chômage et des conditions de travail précaires. ». Selon ce rapport, les groupes les plus sensibles sont les Africains, les Roms, les musulmans et la communauté juive. Toujours selon le rapport, les minorités ethniques ont également moins facilement accès au marché du logement privé dans notre pays.

Le racisme n'est certainement pas un phénomène nouveau. Le gouvernement et le parlement ont déjà pris pas mal d'initiatives politiques à cet égard mais, apparemment, cela ne suffit pas. En outre, du fait de cette crise économique, dans certains pays les dirigeants politiques ont tendance à octroyer moins de subsides aux initiatives visant à lutter contre le racisme.

En outre, ni le rapport de l'OCDE et ni celui d'Eurostat ne font une bonne réputation à la Belgique en ce qui concerne le traitement de ces groupes de population sur le marché du travail, du logement et dans l'enseignement.

Les constatations du rapport de l'ENAR s'appliquent-elles également à la Belgique ? En d'autres termes, la ministre dispose-t-elle de chiffres démontrant que le racisme et la discrimination augmentent depuis l'éclatement de la crise économique ?

Depuis la crise économique de 2008, les subsides fédéraux octroyés aux initiatives visant à lutter contre le racisme ont-ils augmenté, diminué ou sont-ils restés au même niveau ?

La ministre envisage-t-elle d'accorder une plus grande priorité à la lutte contre le racisme et, dans l'affirmative, quelles mesures concrètes compte-t-elle prendre ?

La ministre s'est-elle déjà concertée avec le gouvernement ? Que prévoient encore l'agenda du gouvernement et celui de la ministre à ce sujet ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de

ervan overtuigd dat aspirant-politieagenten tegenwoordig veel meer van internet weten dan wij ooit hebben geleerd. Bovendien ben ik bijzonder blij dat er een samenwerking is met Child Focus. Ik hoop alleen dat het zal doordringen tot bij de lokale politiezones. Vele wijkagenten en informatici bij de politiezones zijn al iets ouder. Elke burgemeester zou hieraan moeten meewerken en desnoods moet de lokale overheid mee cursussen financieren.

**Vraag om uitleg van
mevrouw Fauzaya Talhaoui aan de
vice-eersteminister en minister van
Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen
over «het stijgend racisme naar aanleiding
van de economische crisis» (nr. 5-2394)**

Mevrouw Fauzaya Talhaoui (sp.a). – Volgens een rapport van het Europees Netwerk tegen racisme, het ENAR, dat op 21 maart werd bekendgemaakt ter gelegenheid van de Werelddag tegen racisme, lokt de economische crisis steeds meer racistisch en discriminatoir gedrag uit. Zo lezen we in het rapport: “Migranten en etnische minderheden worden in een periode van economische crisis buiten proportie getroffen door werkloosheid en preciaire arbeidsvoorwaarden.” De meest kwetsbare groepen zijn, volgens het rapport, Afrikanen, Roma, moslims en de joodse gemeenschap. In België, zo werd specifiek vermeld in het rapport, krijgen etnische minderheden ook moeilijk toegang tot de private woningmarkt.

Racisme is zeker geen nieuw fenomeen en regering en parlement hebben al heel wat politieke initiatieven genomen om het aan te pakken, maar blijkbaar volstaan die niet. Bovendien hebben de politieke leiders in sommige landen net door de economische crisis de neiging initiatieven rond racismebestrijding minder subsidies toe te kennen.

Bovendien dichten noch de rapporten van de OESO, noch die van Eurostat België een goede reputatie toe op het vlak van de behandeling van de daarnet vermelde bevolkingsgroepen op de arbeidsmarkt, de woningmarkt en in het onderwijs.

Zijn de bevindingen van het ENAR-rapport ook van toepassing op België? Beschikt de minister met andere woorden over cijfers die aantonen dat ook bij ons racisme en discriminatie toenemen sinds het uitbreken van de economische crisis?

Bleven de federale subsidies voor racismebestrijdende initiatieven sinds de economische crisis van 2008 gelijk, verhoogden ze of daalden ze?

Is de minister zelf van plan de strijd tegen racisme een hogere prioriteit toe te kennen dan tot nu toe het geval was en zo ja, welke concrete stappen wil of kan ze nemen?

Heeft de minister hierover al overleg gepleegd met de regering en wat staat er op dat vlak verder nog op de agenda van de regering en de minister?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van

l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – J'ai soutenu la création d'un baromètre de la diversité. Cela a pris beaucoup de temps mais, finalement, nous avons réussi. Les premiers résultats de la première partie de l'enquête concernant l'emploi, l'égalité et la diversité au travail ont été publiés le 5 septembre dernier. Ce projet vise à élaborer un instrument de mesure structurel permettant de faire le point, de manière scientifique, sur la diversité en Belgique et, plus généralement, sur le comportement adopté notamment en raison de l'âge et de l'origine des personnes. Ce baromètre nous permettra prochainement – c'est une question de mois – d'appréhender plus précisément l'ampleur de la discrimination sur le plan de l'emploi grâce à des données et des chiffres spécifiques qui font encore trop souvent défaut actuellement.

J'en arrive aux subsides octroyés dans le cadre de la lutte contre le racisme. Nous sommes confrontés actuellement à des conditions financières difficiles, mais les montants destinés à la lutte contre le racisme ont été maintenus au même niveau. Ils ont même été augmentés d'un montant d'environ 500 000 euros qui a été octroyé au Fonds d'impulsion. Il reste donc encore plus de huit millions d'euros pour soutenir les initiatives et projets de différentes associations. Le montant est identique à ceux de 2011 et de 2012. Il me semblait primordial de ne pas toucher au financement de ce type de projets.

J'accorde naturellement beaucoup d'importance à la lutte contre le racisme et la discrimination. Une circulaire, destinée au Collège des procureurs généraux, sur la politique à suivre en termes d'enquête et de poursuite en matière de racisme, de révisionnisme et d'antidiscrimination est en préparation. Cette circulaire vise une application uniforme de la loi sur le terrain. Je travaille en collaboration avec ma collègue, Mme Turtelboom, ministre de la Justice. L'avant-projet de la circulaire devrait être terminé avant la fin de l'année.

Enfin, le gouvernement a adressé il y a quelques mois, aux partenaires sociaux, une lettre contenant quelques recommandations sur la lutte contre la diversité dans le cadre de la préparation du nouvel accord interprofessionnel. Nous espérons que les travaux des partenaires sociaux évolueront dans ce sens.

Mme Fauzaya Talhaoui (sp.a). – *Je constate que la ministre a fait des progrès en ce qui concerne la lutte contre le racisme et la discrimination. Je souhaiterais encore poser une question : qui va suivre le baromètre de la diversité : le gouvernement, la ministre, son administration ou le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ?*

Mme Joëlle Milquet, *vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme en collaboration avec le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.*

Mme Fauzaya Talhaoui (sp.a). – *Je tiens à féliciter la ministre pour ses initiatives. Je sais que ce sujet lui tient particulièrement à cœur. Les initiatives prises dans le cadre des accords interprofessionnels sont un énorme progrès car, dans certains secteurs – je pense par exemple au port d'Anvers – les partenaires sociaux ne font pas tout ce qu'ils*

Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Ik heb de oprichting van een diversiteitsbarometer gesteund. Dat heeft veel tijd gekost, maar uiteindelijk is het gelukt en op 5 september werden de eerste resultaten van het eerste onderdeel van het onderzoek, namelijk naar tewerkstelling, gelijkheid en diversiteit op het werk, gepubliceerd. Met dit project willen we een structureel meetinstrument uitwerken dat op een wetenschappelijke wijze een stand van zaken kan opmaken van de diversiteit in België en meer algemeen kan peilen naar de houding tegenover leeftijd, afkomst en dergelijke meer. Door structureel met deze barometer te werken, kunnen we binnenkort – het is een kwestie van enkele maanden – duidelijker de omvang van de discriminatie op het vlak van tewerkstelling in kaart brengen, met specifieke en concrete gegevens en cijfers, die op het ogenblik vaak nog ontbreken.

Ik kom dan bij de subsidies voor de strijd tegen racisme. We zitten op het ogenblik in financieel moeilijke omstandigheden, maar de bedragen voor de strijd tegen racisme bleven behouden en werden zelfs met bijna 500 000 euro opgetrokken, een bedrag dat naar het Impulsfonds gaat. Op die manier gaat meer dan 8 miljoen naar steun aan de initiatieven en projecten van verschillende verenigingen. Het bedrag is even hoog als in 2011 en 2012. Het was voor mij heel belangrijk aan de financiering van dergelijke projecten niet te raken.

Natuurlijk is de strijd tegen racisme en discriminatie voor mij heel belangrijk. Een circulaire aan het College van procureurs-generaal over het onderzoeks- en vervolgingsbeleid inzake racisme, revisionisme en antidiscriminatie is in voorbereiding en is bedoeld om te komen tot een uniforme toepassing van de wet op het terrein. Ik werk daarvoor samen met collega Turtelboom van Justitie. Het voorontwerp van de circulaire moet tegen het einde van het jaar worden afgerond.

Tot slot heeft de regering enkele maanden geleden een brief gericht aan de sociale partners, met expliciet een stuk over de strijd voor diversiteit in het kader van de voorbereiding van het nieuwe IPA. We hopen dat de sociale partners ook rond dit thema zullen werken.

Mevrouw Fauzaya Talhaoui (sp.a). – *Ik merk dat de minister vorderingen heeft gemaakt in de bestrijding van racisme en discriminatie. Nog één vraag daarbij: wie volgt de diversiteitsbarometer? De regering, de minister of haar administratie, het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding?*

Mevrouw Joëlle Milquet, *vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding zal dat doen, samen met de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.*

Mevrouw Fauzaya Talhaoui (sp.a). – *Ik wil de minister feliciteren met deze initiatieven. Ik weet dat dit onderwerp haar heel na aan het hart ligt. Ook de initiatieven rond het IPA vind ik een enorme vooruitgang, omdat de sociale partners in bepaalde sectoren – ik denk dan bijvoorbeeld aan de haven van Antwerpen – toch niet echt hun best doen om de*

devraient faire pour défendre les groupes minoritaires.

Demande d'explications de M. Yves Buysse à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'école de police de Flandre occidentale» (n° 5-2459)

M. Yves Buysse (VB). – Les écoles de police décentralisées ont été soumises à de nombreux changements depuis la réforme de la police, par exemple en matière de recrutement ou de programmes de formation. Néanmoins le nombre de policiers formés pour le cadre de base est trop limité pour satisfaire rapidement à tous les emplois vacants. Ainsi le chef de corps de la zone de police VLAS (Courtrai-Kuurne-Lenedelede) a signalé à son conseil de police le 27 juin 2011 que la capacité de formation de l'école de police de Flandre occidentale était trop faible pour satisfaire rapidement à toutes les offres de poste, dans sa zone en tout cas. Dans ma propre zone, Bruges, j'ai pu noter à de nombreuses reprises de pareilles remarques sur le manque de candidats disponibles.

La ministre pense-t-elle également qu'en particulier l'école de police de la Flandre occidentale n'est pas en état de former suffisamment de policiers pour remplir le cadre de base ?

La situation est-elle semblable dans d'autres écoles de police ? Si oui, qu'a-t-on déjà entrepris pour augmenter la capacité de ces écoles ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Je suis au courant que, récemment, la demande d'inspecteurs en province de Flandre occidentale était supérieure au nombre d'aspirants pouvant être formés par l'école de police de Flandre occidentale. Il convient cependant de souligner qu'un certain nombre d'aspirants de Flandre occidentale ont été formés dans d'autres écoles provinciales et que cela restait une possibilité pour le futur ; les formations dans d'autres écoles sont également d'excellente qualité.

La situation était similaire dans d'autres écoles de police, comme au Provinciaal Instituut voor Vorming en Opleiding du Brabant flamand (PIVO), à l'Oost-Vlaamse Politieacademie (OPAC) en Flandre orientale et à l'École régionale et intercommunale de police à Bruxelles (ERIP).

Toutefois, actuellement la formation des policiers subit une profonde réforme et nous travaillons à l'optimisation de la formation dans plusieurs écoles. En outre nous prenons en même temps des dispositions pour accroître la capacité des écoles de police dans l'ensemble du pays.

M. Yves Buysse (VB). – La question est évidemment de savoir quand la réforme aboutira. Bien sûr, on ne peut pas changer les choses du jour au lendemain. Actuellement, dans la zone de police de Bruges, force est parfois de renoncer à une campagne de recrutement, par manque d'aspirants. Il serait même inutile de publier les postes vacants.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – La nouvelle

minderheidsgroepen te verdedigen.

Vraag om uitleg van de heer Yves Buysse aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de West-Vlaamse politieschool» (nr. 5-2459)

De heer Yves Buysse (VB). – De gedecentraliseerde politiescholen hebben sinds de politiehervorming heel wat veranderingen ondergaan, bijvoorbeeld inzake de aanwerving en de opleidingsprogramma's. Desalniettemin zou de uitstroom van opgeleiden voor het basiskader te beperkt zijn om alle vacante betrekkingen snel te kunnen invullen. Zo wees de korpschef van de politiezone VLAS – Kortrijk, Kuurne en Lenedelede – er in de politieraad van 27 juni 2011 op dat de capaciteit van de West-Vlaamse politieschool te beperkt is om de vacante betrekkingen – in zijn zone althans – vlot te kunnen invullen. Ook in mijn eigen zone, de zone Brugge, kon ik al meermaals soortgelijke uitspraken over een gebrek aan beschikbare kandidaten noteren.

Deelt de minister de mening dat in het bijzonder de West-Vlaamse politieschool niet voldoende basiskaders kan opleiden?

Is de toestand in de andere politiescholen gelijklopend?

Zo ja, wat werd reeds ondernomen om de capaciteit van die scholen te verhogen?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Het is me bekend dat de nood aan politie-inspecteurs in de provincie West-Vlaanderen in een recent verleden groter was dan het aantal aspiranten dat aan de West-Vlaamse politieschool kon worden opgeleid. Er dient evenwel te worden aangestipt dat een aantal West-Vlaamse aspiranten in andere politiescholen zijn opgeleid en dat dit ook in de toekomst nog tot de mogelijkheden behoort. De opleidingen elders zijn overigens ook van uitstekende kwaliteit.

In andere politiescholen zoals in het Provinciaal Instituut voor Vorming en Opleiding, PIVO, in Vlaams-Brabant, de Oost-Vlaamse Politieacademie, OPAC, en de Gewestelijke en Intercommunale Politieschool te Brussel, GIP-ERIP, bestond een gelijklopende situatie.

Momenteel wordt de politieopleiding echter grondig hervormd en wordt gewerkt aan de optimalisatie ervan in de verschillende scholen. In het kader daarvan worden tevens aanvullende maatregelen genomen om de capaciteit van de politiescholen over het hele land te verhogen.

De heer Yves Buysse (VB). – De voor de hand liggende vraag is natuurlijk wanneer de minister de hervorming zal afronden. Een en ander kan natuurlijk niet van vandaag op morgen. Bij de politiezone Brugge moet soms nu nog een aanwervingsronde worden overgeslagen bij gebrek aan aspiranten. Het zou zelfs geen zin hebben om open betrekkingen vacant te verklaren.

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Tegen

formation devrait pouvoir commencer en grande partie vers septembre 2013. D'ici peu, je présenterai les textes concernés au parlement.

Demande d'explications de M. Gérard Deprez à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'extension de Police-on-web» (n° 5-2574)

M. Gérard Deprez (MR). – Police-on-web est un projet qui a vu le jour en 2007. Il a été développé par la police intégrée à la demande du ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Dewael. Généralisé à l'ensemble du pays au mois de juin de la même année, le système permet aux citoyens de porter plainte en ligne pour certains petits délits et leur évite un déplacement et, parfois, une longue attente dans les commissariats.

La liste des faits pouvant être déclarés en ligne a été établie en concertation avec la ministre de la Justice de l'époque, Mme Onkelinx. Malheureusement, elle ne reprend qu'une infime partie des délits couverts par la circulaire des procureurs généraux relative à la rédaction d'un procès-verbal simplifié. Il s'agit des vols de vélos, des vols à l'étalage, des dégradations ou des graffitis. La crainte était sans doute d'assister à une évolution des habitudes de « consommation » de la police et de voir les services confrontés à une avalanche de plaintes qui n'étaient pas signalées auparavant.

En 2008, il a été constaté contre toute attente que le système n'était guère utilisé. Il a été décidé de l'étendre pour que le citoyen puisse déclarer une absence du domicile à des fins de surveillance policière ou déposer plainte pour vol de vélomoteur.

En 2009, la possibilité pour le citoyen de déclarer son système d'alarme a été ajoutée à la liste.

Malgré plusieurs campagnes de promotion, Police-on-web n'a jamais rencontré le succès escompté. D'après les chiffres dont je dispose, 1 522 plaintes ont été déposées en 2007 ; 2 453 plaintes en 2008, 2 941 plaintes en 2009 et 3 600 plaintes en 2010.

Mme Turtelboom, votre prédécesseur, est pourtant restée optimiste quant au développement de l'outil. Je la cite : « Dans une deuxième phase, les données seront intégrées dans le logiciel ISLP par le biais de Police-on-web et les plaignants pourront suivre l'évolution de leur plainte. Dans une troisième phase, il sera possible d'envoyer des documents et des photos. La date de mise en œuvre de ces nouvelles phases dépendra du budget qui sera libéré par le prochain gouvernement ».

Madame la ministre, disposez-vous des chiffres concernant le nombre de plaintes déposées en ligne durant l'année 2011 ?

Vous avez récemment déclaré que l'objectif est désormais de trouver des budgets complémentaires. Sont-ils disponibles ? Serez-vous en mesure de passer aux phases ultérieures ?

Une augmentation du nombre de plaintes déposées a été remarquée dès le lancement du service « avis d'absence ».

Cela montre que plus le système s'étend, plus le citoyen y fait

september 2013 zal de nieuwe opleiding wellicht grotendeels van start kunnen gaan. Binnenkort zal ik overigens de teksten over de nieuwe opleiding in het Parlement kunnen voorstellen.

Vraag om uitleg van de heer Gérard Deprez aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de uitbreiding van Police-on-web» (nr. 5-2574)

De heer Gérard Deprez (MR). – Police-on-web is een project dat ontstaan is in 2007. Het werd ontwikkeld door de geïntegreerde politie op vraag van de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken, de heer Dewael, en werd in juni van datzelfde jaar uitgebreid over heel het land. Het systeem biedt de burgers de mogelijkheid online klacht in te dienen voor sommige kleine misdrijven. Dat bespaart hen een verplaatsing en soms een lange wachttijd in een politiebureau.

De lijst misdrijven die online kunnen worden aangegeven werd opgesteld in overleg met de toenmalige minister van Justitie, mevrouw Onkelinx. Jammer genoeg bevat die lijst slechts een minuscuul deel van de strafbare feiten die vermeld zijn in de omzendbrief van de procureurs-generaal over het vereenvoudigd proces-verbaal. Het betreft fietsdiefstallen, winkeldiefstallen en vandalisme. Waarschijnlijk werd gevreesd voor een lawine aan klachten die voorheen niet werden gemeld.

In 2008 werd tegen alle verwachtingen in vastgesteld dat het systeem nauwelijks wordt gebruikt. Er werd beslist het uit te breiden zodat de burger zijn afwezigheid thuis kan melden met het oog op politiebewaking of een klacht kan indienen wegens diefstal van een bromfiets.

In 2009 werd de mogelijkheid voor de burger om een alarmsysteem aan te geven aan de lijst toegevoegd.

Ondanks verschillende promotiecampagnes, heeft Police-on-web nooit het verhoopte succes gehad. Volgens de cijfers waarover ik beschik, werden er 1522 klachten ingediend in 2007, 2453 in 2008, 2941 in 2009 en 3600 in 2010.

De vorige minister van Justitie, mevrouw Turtelboom, is nochtans altijd optimistisch gebleven over de ontwikkeling van het instrument. Zij verklaarde: "De integratie van de gegevens via Police-on-web in ISLP is gepland voor de tweede fase van het project, waarin de gebruikers ook hun klachten en aangiftes kunnen opvolgen. In een derde fase zal men via Police-on-web ook bijlagen zoals foto's en documenten kunnen versturen. Die volgende fasen worden opgestart zodra de budgetten beschikbaar zijn."

Mevrouw de minister, beschikt u over de cijfers met betrekking tot het aantal klachten die gedurende 2011 online werden ingediend?

U hebt onlangs verklaard dat bijkomende middelen moeten worden gevonden. Zijn die beschikbaar? Zal de minister in staat zijn naar een volgende fase over te schakelen?

Er was een toename van het aantal klachten toen de dienst

appel. Serieez-vous favorable à une extension de la liste des faits pour lesquels il est possible de déposer plainte en ligne ? Une concertation avec la ministre de la Justice a-t-elle déjà eu lieu à ce sujet ?

Ne pensez-vous pas qu'il serait nécessaire de lancer une nouvelle campagne de promotion afin d'informer un maximum de citoyens sur l'existence de cet outil ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Le nombre de plaintes déposées en 2011 s'élève à plus de 6 000, soit le double des plaintes enregistrées en 2010. Les recours aux avis d'absence ont été plutôt nombreux, avec un pic en juillet. Nous sommes encore loin d'une utilisation intensive mais l'augmentation est constante. Une nouvelle campagne de promotion ne serait cependant pas un luxe.

Le conclave budgétaire qui vient de se terminer a contraint le gouvernement à restreindre les dépenses de l'État à concurrence de 1,3 milliard d'euros et à économiser plus de 600 millions d'euros sur les dépenses primaires. Par ailleurs, le comité de monitoring a accepté une réduction des demandes émanant des divers départements à hauteur de 100 millions. Vous comprendrez dès lors que nous avons dû faire des choix. En ce qui me concerne, j'ai estimé devoir consacrer ma petite marge de manœuvre à l'engagement de policiers complémentaires. Je n'ai donc pas obtenu le montant sollicité pour ce projet.

Cependant, je ne m'avoue pas vaincue. Je me suis lancée dans une vaste opération visant à optimiser le management et le budget de la police. J'entends mener ce travail à bien avant le prochain conclave budgétaire, qui aura lieu en juillet 2013. Il s'agira de rendre les procédures plus efficaces afin de pouvoir mettre davantage d'agents sur le terrain. Nous étudions les possibilités d'alléger les coûts, en heures supplémentaires notamment.

L'augmentation du nombre de plaintes en ligne relève de l'utilisation accrue des nouvelles technologies susceptible de déboucher sur une réduction des doubles emplois, ce qui nous permettrait d'investir des moyens nouveaux pour du personnel opérationnel. Je resterai donc très attentive en la matière.

Demande d'explications de M. Gérard Deprez à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «le plan global pour lutter contre la violence à l'égard des policiers» (n° 5-2575)

M. Gérard Deprez (MR). – Nous avons pris acte de l'initiative commune que vous avez prise avec la ministre de la Justice en ce qui concerne la mise en place d'un plan global visant à lutter contre la violence à l'égard des policiers.

Dans ce plan, vous avez exprimé votre volonté d'accorder une meilleure attention aux aptitudes communicationnelles des policiers. Le meilleur moyen d'y parvenir ne serait-il pas de revoir la circulaire GPI 48, afin d'augmenter le nombre

“afwezigheidsmelding” werd ingevoerd. Dat bewijst dat de burger meer gebruikt maakt van het systeem naarmate het wordt uitgebreid. Is de minister voorstander van een uitbreiding van de lijst van misdrijven waarvoor online een klacht kan worden ingediend? Heeft er al overleg plaatsgevonden met de minister van Justitie?

Is de minister van mening dat het nodig is een nieuwe promotiecampagne op te starten teneinde zoveel mogelijk burgers te informeren over dit instrument?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – In 2011 werden meer dan 6000 klachten ingediend, hetzij het dubbele van het aantal geregistreerde klachten in 2010. De afwezigheidsmeldingen waren vrij talrijk, met een piek in juli. We staan nog ver van een intensief gebruik maar de toename is constant. Een nieuwe promotiecampagne zou evenwel geen overbodige luxe zijn.

Het begrotingsconclaaf dat net is afgerond heeft de regering ertoe gedwongen de staatsuitgaven voor een bedrag van 1,3 miljard euro te verminderen en meer dan 600 miljoen euro te besparen op de primaire uitgaven. Het monitoringcomité heeft overigens een vermindering van de aanvragen van de verschillende departementen voor een bedrag van 100 miljoen euro aanvaard. De senator zal dus begrijpen dat de regering keuzes heeft moeten maken. Ik heb ervoor gekozen de kleine speelruimte waarover ik beschik, te besteden aan de indienstneming van bijkomende politieagenten. Ik heb dus het gevraagde bedrag voor dat project niet gekregen.

Ik geef me echter nog niet gewonnen. Ik heb een brede operatie ingezet om het management en het budget voor de politie te optimaliseren. Ik ben van plan dat werk tot een goed einde te brengen voor het volgende begrotingsconclaaf, dat in juli 2013 plaatsvindt. Het zal erop aankomen de procedures efficiënter te maken om nog meer agenten op het terrein te kunnen inzetten. We bestuderen de mogelijkheden om de kosten, in het bijzonder aan overuren, te verminderen.

De toename van het aantal onlineklachten hangt af van de technologieën die worden ingezet om overlappingsen te vermijden. Daardoor kunnen nieuwe middelen worden benut voor het operationeel personeel. Ik blijf dus zeer waakzaam op dat vlak.

Vraag om uitleg van de heer Gérard Deprez aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «het globaal plan ter bestrijding van het geweld tegen politieambtenaren» (nr. 5-2575)

De heer Gérard Deprez (MR). – We hebben akte genomen van het initiatief dat u samen met de minister van Justitie genomen hebt om een globaal plan uit te werken ter bestrijding van het geweld tegen politieambtenaren.

In dat plan geeft u aan dat u meer aandacht wil besteden aan de communicatievaardigheden van de politieagenten. Zou het in verband daarmee niet beter zijn dat de omzendbrief GPI 48 wordt herzien, teneinde het aantal uren opleiding inzake

d'heures de formation consacrées à la stratégie d'intervention et à l'approche psychologique ?

Parmi les treize mesures présentées à la presse, rien n'a été dit au sujet de l'identification des policiers. Je reviens donc une fois encore sur ce point qui me tient à cœur, en soulignant une communication du Comité P. Ce dernier a effectué un sondage parmi les policiers bruxellois et il ressort de ce sondage que plus de 40% des agents reconnaissent avoir pris des mesures pour assurer leur propre sécurité et celle de leurs amis. Le problème est manifestement sérieux.

M. le président. – Je vous signale, monsieur Deprez, que la proposition de loi sur l'identification des policiers sera prochainement mise à l'ordre du jour de notre commission.

M. Gérard Deprez (MR). – Je m'en réjouis, monsieur le président, et je passe dès lors aux questions suivantes.

Madame la ministre, votre plan prévoit également d'envoyer une circulaire aux corps de police locale et à la police fédérale afin qu'ils entreprennent des démarches juridiques lorsqu'un policier a subi un dommage moral ou a été victime d'une fausse plainte. Un signal fort sera par conséquent envoyé aux citoyens qui abusent des services de contrôle de police dans l'intention d'intimider ou de déstabiliser des policiers. Cependant, n'estimez-vous pas qu'il serait nécessaire de prévoir parallèlement une campagne de communication déterminant clairement la distinction entre une plainte abusive et une plainte non fondée, afin de préserver la légitimité et l'utilité de ces outils de contrôle ?

Ma dernière question est la plus délicate. Deux syndicats de police ont protesté ces derniers temps contre le traitement infligé aux policiers qui usent de leur arme. Ils demandent expressément qu'une présomption de légitime défense soit appliquée pour les services de police. Cette requête fait-elle actuellement l'objet d'une évaluation par les groupes de travail mis en place pour la rédaction du plan global ? Ou a-t-elle déjà été rejetée ?

M. le président. – En France, à l'issue d'un débat houleux après un accident de roulage, cette proposition a été rejetée. Même la droite de Sarkozy était très réservée.

M. Gérard Deprez (MR). – Monsieur le président, il ne faudrait pas voir dans ma question un plaidoyer en faveur de cette option, bien entendu. Je demande seulement si cette demande formulée par deux organisations syndicales fait ou non l'objet d'un examen.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – En ce qui concerne votre première question, je partage votre avis, monsieur Deprez. Dans la réforme de la formation, en ce compris la répartition des différentes matières, une attention particulière sera accordée au renforcement de certains aspects, comme la maîtrise et la gestion non violente des conflits, l'espace négocié, la gestion de la diversité, etc. On ne peut évidemment se limiter à ces seuls domaines car d'autres points sont également nécessaires.

S'agissant de l'identification, ce point sera analysé prochainement mais il est déjà débattu dans les groupes.

Dans notre démarche commune, Mme Turtelboom et moi avons d'abord évoqué les points faisant l'objet d'un accord.

interventiestrategieën en psychologische aanpak te verhogen?

In de dertien maatregelen die aan de pers werden voorgesteld, werd helemaal niets gezegd over de identificatie van de politieagenten. Ik kom dus nogmaals terug op dat punt, dat me na aan het hart ligt. Het Comité P heeft een onderzoek uitgevoerd onder de Brusselse politieagenten, en daaruit blijkt dat meer dan 40% van de agenten toegeven dat ze maatregelen hebben genomen om hun eigen veiligheid en die van hun vrienden te garanderen. Er is dus een ernstig probleem.

De voorzitter. – *Het wetsvoorstel met betrekking tot de identificatie van de politieambtenaren zal binnenkort op de agenda van onze commissie worden geplaatst.*

De heer Gérard Deprez (MR). – *Dat verheugt mij, mijnheer de voorzitter, en ik ga dan ook over tot de volgende vragen.*

In het plan van de minister staat ook dat een omzendbrief zal worden gezonden naar de lokale politiekorpsen en de federale politie opdat ze juridische stappen zouden zetten wanneer een politieagent morele schade heeft ondervonden of het slachtoffer is geworden van een valse klacht. Zo zal een sterk signaal worden gegeven aan de burgers die de controlefuncties van de politiediensten misbruiken om politieagenten te intimideren of te destabiliseren. Meent de minister echter niet dat tegelijkertijd een communicatiecampagne zou moeten worden gevoerd waarin duidelijk het onderscheid wordt gemaakt tussen een onrechtmatige klacht en een niet-gegronde klacht, teneinde de legitimiteit en het nut van die controlemiddelen te vrijwaren?

Mijn derde vraag heeft betrekking op het recente protest van twee vakbonden tegen de behandeling van politieagenten die hun wapen gebruiken. Ze vragen uitdrukkelijk dat het vermoeden van wettige zelfverdediging zou worden toegepast voor de politiediensten. Wordt dat verzoek thans geëvalueerd door de werkgroepen die werden opgericht om het globaal plan op te stellen? Of werd het verworpen?

De voorzitter. – *In Frankrijk werd dat voorstel na een woelig debat als gevolg van een verkeersongeval verworpen. Zelfs de rechtse partij van Sarkozy was zeer terughoudend.*

De heer Gérard Deprez (MR). – *Mijnheer de voorzitter, u moet in mijn vraag uiteraard geen pleidooi zien ten gunste van die optie. Ik vraag alleen of de vraag die door de twee vakbondsorganisaties geformuleerd werd al dan niet wordt onderzocht.*

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Wat uw eerste vraag betreft, ben ik het met u eens. Bij de hervorming van de opleiding, met inbegrip van de onderverdeling van de verschillende materies, werd bijzondere aandacht besteed aan de versterking van bepaalde aspecten, zoals geweldloze conflictbeheersing, onderhandeling, omgang met diversiteit, enzovoort. We mogen ons uiteraard niet beperken tot die domeinen, want ook andere punten zijn noodzakelijk.*

De kwestie van de identificatie zal binnenkort worden geanalyseerd, maar ze werd al besproken in de werkgroepen.

In ons gemeenschappelijk optreden hebben mevrouw Turtelboom en ikzelf eerst de punten aangehaald waarover een akkoord bestaat. Er wordt gewerkt in vier

Le dispositif est composé de quatre groupes de travail qui œuvrent notamment en collaboration avec les syndicats. Il s'agit d'un processus approfondi qui poursuit sa tâche sur d'autres points dont l'identification des policiers, question importante elle aussi. Les policiers expriment une réelle peur à l'idée d'être reconnus. On constate une augmentation considérable des violences, notamment à Bruxelles.

S'agissant des circulaires, la demande est de disposer d'un soutien juridique lorsque les plaintes sont manifestement non fondées ou dans le cas de harcèlement. L'idée n'est pas de banaliser les plaintes ni de les considérer d'emblée comme suspectes. Des définitions très strictes seront établies mais ce point n'est pas encore finalisé.

En ce qui concerne la présomption de légitime défense, il faut certes déterminer avec les parquets et la magistrature comment aborder les choses de manière plus adéquate. En effet, certains traitements sont parfois excessifs. Il arrive que des policiers, tout en ayant exercé leur fonction de manière rigoureuse, se trouvent dans des situations très délicates, ne fût-ce que durant quelques heures. Il faudrait l'éviter.

Cela dit, il ne faudrait pas non plus verser dans une règle générale et abstraite qui consisterait à accorder une présomption systématique de légitime défense. Le principe de base doit être maintenu. L'usage de l'arme à feu et de la violence doit rester très maîtrisé et dans des cadres immensément rigoureux. Ces sujets sont également à l'analyse.

M. Gérard Deprez (MR). – Je suis très satisfait de votre réponse, madame la vice-première ministre.

Demande d'explications de Mme Inge Faes à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «les sanctions administratives communales» (n° 5-2604)

Mme Inge Faes (N-VA). – *Les amendes SAC sont des sanctions administratives que les communes peuvent infliger pour des infractions comme les nuisances sonores, le vandalisme ou les dépôts sauvages d'immondices. En province d'Anvers, il n'y a qu'un seul fonctionnaire sanctionnateur pour les treize communes de l'arrondissement de Malines, un pour les sept communes de la zone de police de Turnhout et un pour les huit communes des zones de police Neteland et Geel.*

Le juge de police de Turnhout a récemment remis en cause les amendes SAC. Selon le juge, le fonctionnaire sanctionnateur doit être de la commune elle-même ou de la province. Dans de nombreux endroits, il y a un seul fonctionnaire SAC pour toutes les communes d'une zone de police, d'un arrondissement ou d'une intercommunale. Selon le jugement rendu par le juge de police de Turnhout, il n'y a dans ces communes – sauf celles auxquelles ce fonctionnaire sanctionnateur est attaché, comme Malines ou Turnhout – aucune base légale pour les amendes SAC.

Le jugement du juge de police de Turnhout crée un précédent pour les futures contestations et demandes de dommages et intérêts après l'imposition d'une amende SAC. Que fera la

werkgroepen, die vooral samenwerken met de vakbonden. De werkgroepen gaan grondig tewerk voor verschillende punten, waaronder de identificatie van de politieambtenaren, en dat is ook een belangrijke kwestie. De politieambtenaren zeggen dat ze echt bang zijn om te worden herkend. Er wordt een aanzienlijke toename van gewelddadigheden vastgesteld, vooral in Brussel.

Wat de omzendbrieven betreft, wordt gevraagd over juridische steun te kunnen beschikken wanneer klachten duidelijk niet gegrond zijn of in geval van pesterijen. Het is niet de bedoeling om klachten te banaliseren of ze meteen als verdacht te beschouwen. Er zullen zeer strikte definities worden vastgelegd, maar dat punt moet nog worden afgerond.

Wat het vermoeden van wettige zelfverdediging betreft, moet natuurlijk met de parketten en de magistratuur worden bepaald hoe dit zo efficiënt mogelijk kan worden aangepakt. Soms wordt immers overdreven opgetreden. Soms bevinden politieagenten zich, al was het maar enkele uren, in zeer moeilijke situaties, ook al hebben ze hun ambt uiterst nauwkeurig uitgevoerd. Dat zou moeten worden vermeden.

We moeten echter ook niet vervallen in een algemene en abstracte regel die systematisch een vermoeden van zelfverdediging zou aanvaarden. Het basisprincipe moet worden behouden. De regels voor het gebruik van een vuurwapen en geweld moeten zeer strikt worden gevolgd. Die onderwerpen worden nog bestudeerd.

De heer Gérard Deprez (MR). – *Ik ben zeer tevreden met uw antwoord, mevrouw de vice-eersteminister.*

Vraag om uitleg van mevrouw Inge Faes aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de gemeentelijke administratieve sancties» (nr. 5-2604)

Mevrouw Inge Faes (N-VA). – *GAS-boetes zijn administratieve straffen die gemeenten kunnen opleggen voor overlast zoals geluidshinder, vandalisme en sluikstorten. In de provincie Antwerpen is er echter maar één sanctionerend ambtenaar voor de dertien gemeenten van het arrondissement Mechelen, één voor de zeven gemeenten van de politiezone Turnhout en één voor de acht gemeenten van de politiezones Neteland en Geel.*

Onlangs heeft een politierechter in Turnhout de wetgeving over GAS-boetes op losse schroeven gezet. Volgens de rechter moet de sanctionerend ambtenaar van de gemeente zelf zijn of van de provincie. Op veel plaatsen is er één GAS-ambtenaar voor alle gemeenten van een politiezone, arrondissement of intercommunale. Volgens het vonnis van de Turnhoutse politierechter is er in die gemeenten – behalve in die waar die ene sanctionerend ambtenaar aan verbonden is, zoals Mechelen of Turnhout – geen wettelijke basis voor GAS-boetes.

De uitspraak van de Turnhoutse politierechter schept een precedent geschapen voor toekomstige betwistingen en schadeclaims na het opleggen van een GAS-boete. Wat gaat de minister op korte termijn doen om meer duidelijkheid te

ministre à court terme pour apporter davantage de clarté en cette matière ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *L'arrêté royal du 7 janvier 2001 fixant la procédure de désignation du fonctionnaire et de perception des amendes en exécution de la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes détermine en son article 1^{er} quels fonctionnaires peuvent être désignés par le conseil communal afin d'infliger des amendes administratives en application de l'article 119bis de la nouvelle loi communale. Il peut s'agir du secrétaire de la commune mais aussi d'un fonctionnaire d'un niveau pour lequel est requis un diplôme universitaire ou de deuxième cycle ou assimilé, à l'exclusion du receveur communal.*

Comme mon prédécesseur, le ministre Patrick Dewael, l'a indiqué à l'époque en réponse à une question parlementaire, il n'y a aucune objection pour désigner au sein d'une zone de police pluricommunale un fonctionnaire d'une commune afin d'infliger des amendes pour toutes les infractions commises sur le territoire de cette zone étant donné que l'arrêté royal stipule clairement qu'un fonctionnaire disposant du niveau précité peut être désigné à cet effet. Je ne puis donc soutenir l'interprétation qu'a donnée le juge de Turnhout de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 7 janvier.

Nous voterons prochainement un projet de loi sur les sanctions administratives communales qui est très clair sur cette question. La réglementation actuelle mentionne aussi explicitement qu'un fonctionnaire d'une commune faisant partie d'une zone de police pluricommunale peut être désigné pour infliger des amendes SAC.

Mme Inge Faes (N-VA). – *Le projet de loi qui sera prochainement déposé exclura donc toute discussion à ce sujet.*

Demande d'explications de M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la lenteur de la police lors du signalement de véhicules volés» (n° 5-2613)

M. Bart Laeremans (VB). – *J'ai lu dans la presse du 29 octobre dernier que le responsable d'une entreprise de transport de Merchtem n'avait vraiment pas été aidé par la police fédérale de la route au moment du vol d'un de ses camions. Le propriétaire, après avoir constaté grâce au système de localisation que son camion avait été volé et se trouvait à Brecht, s'était lui-même lancé à sa poursuite. Il a appelé, de sa voiture, la police fédérale de la route, qui n'a pas voulu signaler le vol étant donné l'absence de déclaration. La situation s'est encore aggravée par la suite. Une fois arrivé à l'endroit où le véhicule s'était arrêté, il n'a pu être aidé de personne. Il a voulu faire sa déclaration à Asse, mais le bureau de police était fermé. Il s'est ensuite rendu à Leeuw-Saint-Pierre, où les agents n'ont pu transmettre de photos aux autres services de police car « le*

scheppen in deze materie?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Het koninklijk besluit van 7 januari 2001 tot vaststelling van de procedure tot aanwijzing van de ambtenaar en tot inning van de boetes in uitvoering van de wet van 13 mei 1999 betreffende de invoering van gemeentelijke administratieve sancties bepaalt in artikel 1 welke ambtenaren door de gemeenteraad kunnen worden aangewezen om administratieve geldboetes in toepassing van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet op te leggen. Dat kan de secretaris van de gemeente zijn, maar ook een ambtenaar met het niveau waarvoor een universitaire diploma van de tweede cyclus of een daaraan gelijkgesteld diploma is vereist, met uitsluiting van de ontvanger van de gemeente.*

Zoals mijn voorganger, minister Patrick Dewael, destijds antwoordde op een parlementaire vraag, is er geen beletsel om binnen een politiezone met meerdere gemeenten een ambtenaar van een gemeente aan te stellen om boetes op te leggen voor alle inbreuken die gepleegd worden op het grondgebied van die zone, aangezien het koninklijk besluit uitdrukkelijk stelt dat één ambtenaar met voormeld niveau kan worden aangewezen. Ik kan dus de interpretatie die de rechter in Turnhout aan artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 januari geeft, niet ondersteunen.

Binnenkort zullen we over een wetsontwerp over de GAS-sancties stemmen. Dat wetsontwerp is zeer duidelijk over die kwestie. In de huidige regelgeving staat echter ook ondubbelzinnig dat een ambtenaar van een gemeente die deel uitmaakt van een politiezone met meerdere gemeentes, kan aangewezen worden om GAS-boetes op te leggen.

Mevrouw Inge Faes (N-VA). – *Het wetsontwerp dat binnenkort wordt ingediend, zal dus elke discussie in dat verband uitsluiten.*

Vraag om uitleg van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de traagheid van de politie bij het seinen van gestolen voertuigen» (nr. 5-2613)

De heer Bart Laeremans (VB). – *Ik heb in de kranten van 29 oktober gelezen dat een zaakvoerder van een transportbedrijf uit Merchtem allesbehalve geholpen werd door de federale wegpolitie toen een van zijn trekkers gestolen werd. De eigenaar was zelf in zijn wagen gesprongen omdat hij via het traceersysteem had vastgesteld dat zijn trekker gestolen was en zich in Brecht bevond. Hij belde vanuit zijn wagen met de federale wegpolitie. Die wilde de trekker echter niet seinen omdat er formeel nog geen aangifte was gedaan. Nadien werd de zaak nog pijnlijker. Nadat de gedupeerde op de plaats geweest was waar de trekker had gestaan, kon hij nergens terecht. Hij wilde aangifte doen in Asse, maar dat was onmogelijk omdat het politiekantoor gesloten was. Hij is dan naar Sint-Pieters-Leeuw gegaan om aangifte te doen, maar daar bleek men niet in staat om foto's*

responsable était en vacances ». L'amateurisme de la police, qui fut loin de se montrer coopérative, a provoqué la colère de cet homme.

Comment est-il possible que dans des dossiers de vol aussi sérieux, où chaque minute compte, la police fédérale coopère aussi peu ?

Quelle est la procédure standard dans pareille situation ? Est-il exact que la police ne peut intervenir qu'après établissement d'un procès-verbal en bonne et due forme, même si le vol est encore en cours et exige une action immédiate ? Dans l'affirmative, pourquoi ?

Comment la ministre explique-t-elle que même après la déclaration, la police n'ait pas été en mesure d'intervenir ? Où le bât a-t-il blessé ?

Que compte-t-elle faire pour éviter la répétition de tels incidents ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *La police essaie d'aider le citoyen le plus efficacement et le plus rapidement possible, mais elle doit respecter certaines directives afin de garantir un suivi de qualité et donc d'éviter d'éventuels malentendus.*

La procédure standard est décrite dans la directive MFO-3 des ministres de la Justice et de l'Intérieur.

Un signalement dans la BNG – Banque de données nationale générale – ne peut être effectué qu'après établissement d'un procès-verbal. Les équipes d'intervention doivent en effet, au moment de la découverte du véhicule volé, disposer d'informations fiables pour pouvoir prendre certaines mesures. Dans les cas graves, un avis de recherche urgent peut être envoyé afin d'informer les équipes de terrain et de démarrer les recherches.

Concernant cet incident concret, il ressort que lors de la constatation des faits, le conducteur du camion a attendu avant de faire une déclaration, parce qu'il voulait opérer lui-même certaines vérifications au moyen de son système de localisation, ce qui a lui a fait perdre un temps précieux. Une déclaration immédiate aurait pu aboutir rapidement à un signalement d'urgence dans la BNG.

Néanmoins, la police a diffusé les informations requises aux équipes de terrain dès qu'elle a reçu l'appel via le 112. En fin de compte, la déclaration de vol à la police de Leeuw-Saint-Pierre par le propriétaire du véhicule a donné lieu à la rédaction d'un procès-verbal avec audition de l'intéressé. Un signalement BNG d'urgence a été effectué tout de suite après, comme prévu dans la MFO-3.

Les photos de biens volés sont considérées comme des informations de recherche complémentaires et ne sont pas utilisées dans le cadre de signalements BNG. Le personnel présent au moment de la déclaration n'avait pas accès au courrier électronique externe, mais cela n'a aucunement influencé le signalement.

Grâce à la coopération internationale et à la prompt réaction des policiers de terrain, le véhicule a rapidement été retrouvé – en Pologne – et une personne a été arrêtée.

Enfin, il n'est pas opportun que les victimes partent

door te sturen naar de andere politiediensten, “want de verantwoordelijke was een week met vakantie.” Die man heeft zich dan ook bijzonder geërgerd aan het amateuristisch optreden van de politie, die allesbehalve coöperatief was.

Hoe komt het dat in dergelijke dossiers van zware diefstal, waar elke minuut kostbaar is, de federale politie zo slecht meewerkt?

Wat is de standaardprocedure in zo'n situatie? Is het inderdaad zo dat de politie enkel bij een formele en genotuleerde klacht kan optreden, ook als de diefstal nog aan de gang is en onmiddellijke actie vereist is? Zo ja, waarom?

Hoe verklaart de minister dat zelfs na de formele aangifte de politie niet in staat was om in actie te schieten? Wat is concreet fout gelopen?

Wat wordt ondernomen om een herhaling van zulke pijnlijke incidenten te voorkomen?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – De politie tracht de burger zo goed mogelijk en zo snel mogelijk van dienst te zijn, maar moet bepaalde richtlijnen respecteren om de zaak op een kwaliteitsvolle manier te kunnen afhandelen en mogelijke misverstanden te voorkomen.

De richtlijn MFO-3 van de ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken bepaalt de standaardprocedure bij het seinen van voertuigen. Een signalering in de Algemene Nationale Gegevensbank, ANG, kan enkel worden uitgevoerd nadat een proces-verbaal is opgesteld. Wanneer het gestolen voertuig wordt aangetroffen, moeten de interventieploegen immers over duidelijke informatie beschikken om bepaalde maatregelen te kunnen treffen. In ernstige gevallen kan een dringend opsporingsbericht worden verstuurd om de ploegen op het terrein in te lichten en de opsporing te starten.

In dit concreet voorval blijkt dat de vrachtwagenchauffeur bij het vaststellen van de diefstal met de aangifte heeft gewacht, omdat hij eerst zelf via zijn traceersysteem bepaalde zaken wilde verifiëren. Op die manier ging kostbare tijd verloren. Had hij onmiddellijk aangifte gedaan bij de politie, dan was er zeer snel een dringende signalering in de ANG gekomen.

Zodra de politie echter de oproep via 112 ontving, werd meteen de nodige informatie verspreid naar de ploegen op het terrein. De uiteindelijke aangifte van de diefstal bij de politie van Sint-Pieters-Leeuw door de eigenaar van het voertuig leidde tot het opstellen van een proces-verbaal, waarbij de betrokkene werd verhoord. Onmiddellijk daarna kwam er een dringende signalering in de ANG, conform de MFO-3.

Foto's van gestolen goederen zijn aanvullende opsporingsinformatie en worden niet gebruikt in het kader van signaleringen in de ANG. Het personeel had op het moment van de aangifte geen toegang tot externe mail, maar dat heeft de signalering in geen geval beïnvloed.

Dankzij de internationale samenwerking en de alerte houding van politiemensen op het terrein werd het voertuig in Polen teruggevonden en werd een persoon aangehouden.

Tot slot wijs ik erop dat het geenszins de bedoeling is dat slachtoffers systematisch zelf op zoek gaan naar hun gestolen goederen, al dan niet met behulp van traceerapparatuur. Om veiligheidsredenen is het aangewezen dat ze zich snel tot de

elles-mêmes à la recherche de leurs objets volés, en utilisant par exemple des appareils de localisation. Pour des raisons de sécurité, il est préférable qu'elles s'adressent le plus rapidement possible aux services de police.

M. Bart Laeremans (VB). – *Je partage le raisonnement de la ministre quand elle dit que les recherches relèvent de la police. Mais il y a eu une grave faute de communication dans ce dossier. Je suis content que le camion ait été retrouvé et une personne, arrêtée. La police a finalement accompli du bon travail mais j'estime qu'elle doit réagir de manière moins formelle lors de tels appels. La police de la zone de Brecht, une fois informée de ce fait grave, aurait dû se rendre sur place. Elle aurait pu y intercepter le camion, ce qui aurait permis d'économiser du temps et des moyens.*

Demande d'explications de M. François Bellot à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «les traitements différenciés des membres des services de police en matière de pension» (n° 5-2620)

M. François Bellot (MR). – Les modifications apportées à la loi sur les pensions – si elles peuvent être compréhensibles en termes d'allongement nécessaire de carrière et de la durée effective des prestations – entraînent un accroissement des discriminations entre un certain nombre de membres des personnels de police effectuant des prestations comparables.

Un mot d'explication : en 2001, lors de la réforme des services de police, les officiers issus de l'ancienne gendarmerie ont conservé le droit à une pension anticipée à un âge variant entre 54 et 58 ans suivant leurs grades tandis que leurs collègues officiers issus de la PJ ou des polices communales ne pouvaient partir que 6 ans plus tard, soit à 60 ans.

La réforme de la loi sur les pensions qui vient d'être adoptée va aggraver considérablement la différence de traitement juridique.

En effet, la loi postpose le départ anticipé à 62 ans pour les officiers issus de la police communale et de la PJ et pour autant qu'ils disposent d'une carrière d'au moins 40 ans. Pour celles et ceux qui sont entrés un peu plus tard à la police, cet âge peut être porté à 65 ans pour atteindre 40 ans de carrière. Or la loi en question ne prévoit aucun changement pour les officiers de l'ex-gendarmerie, leur ancien régime de pension anticipée étant conservé intégralement. La différence qui était selon la loi de 2001 de l'ordre de 6 ans peut dès lors passer à 11 années !

Si on peut comprendre qu'un certain nombre de métiers puissent bénéficier d'un régime différencié de pension, cela n'est guère compréhensible pour des personnes exerçant les mêmes fonctions. Il n'est en tout cas pas facilement explicable qu'à l'occasion de la réforme de la loi sur les pensions, plutôt que de réduire les différences pour des métiers identiques, la loi a des effets pervers et entraîne des

politiediensten wenden.

De heer Bart Laeremans (VB). – Ik kan de redenering van de minister dat de opsporing in eerste instantie een taak is voor de politie deels volgen. In dit dossier was er echter een grote communicatiefout. Ik ben blij dat de vrachtwagen is gevonden en dat een arrestatie is verricht. De politie heeft uiteindelijk goed werk geleverd. Maar bij zulke oproepen moet de politie zich volgens mij wat minder formalistisch opstellen. Zodra duidelijk was dat een ernstig feit was gepleegd, had de politie van de politiezone Brecht zich onmiddellijk ter plaatse moeten begeven. Dan had ze de vrachtwagen daar kunnen onderscheppen in plaats van in Polen. Daarmee had ze veel tijd en middelen uitgespaard.

Vraag om uitleg van de heer François Bellot aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de verschillende pensioenregelingen van de personeelsleden van de politiediensten» (nr. 5-2620)

De heer François Bellot (MR). – *Het is begrijpelijk dat de pensioenwet wordt aangepast met betrekking tot de verlenging van de loopbaan en de effectieve duur van de prestaties. Dat heeft echter wel tot gevolg dat de discriminaties toenemen tussen bepaalde personeelsleden van de politiediensten die vergelijkbare prestaties verrichten.*

Een woordje uitleg. Bij de politiehervorming in 2001 hebben de officieren van de vroegere Rijkswacht het recht behouden om vervroegd met pensioen te gaan vanaf een leeftijd die schommelt tussen 54 en 58 jaar naargelang van hun graad. Hun collega-officieren van de gerechtelijke politie en de gemeentepolitie konden dat pas vanaf 60 jaar.

Met de recente pensioenhervorming zal dat verschil in juridische behandeling nog aanzienlijk toenemen.

Het vervroegde pensioen voor de vroegere officieren van de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie wordt uitgesteld tot 62 jaar. Bovendien moeten de betrokkenen een loopbaan van 40 jaar achter de rug hebben. Voor diegenen die later bij de politie zijn gegaan is het mogelijk dat ze 65 moeten zijn om aan een loopbaanvereiste van 40 jaar te komen. De wet voorziet echter niet in een aanpassing voor de officieren van de vroegere Rijkswacht; voor hen wordt de oude pensioenregeling integraal behouden. Het verschil dat krachtens de wet van 2001 zes jaar bedroeg, kan dus tot elf jaar oplopen.

Het is begrijpelijk dat voor sommige beroepen een aangepaste pensioenregeling wordt uitgewerkt, maar dat geldt niet voor personen die dezelfde functie uitoefenen. Het is niet gemakkelijk uit te leggen dat de hervorming van de pensioenwet averechtse effecten met zich brengt en ertoe leidt dat de verschillen met betrekking tot identieke beroepen eerder toenemen dan verkleinen. Hierdoor dreigen nieuwe spanningen tussen personeelsleden te ontstaan op basis van

différences plus significatives au risque de créer de nouvelles tensions entre membres du personnel en fonction de leur corps d'origine.

Madame la ministre, comptez-vous formuler des propositions en cette matière, en prévoyant également des mesures transitoires visant à unifier les régimes dans le secteur policier ? L'interprétation des dispositions qui ont été adoptées récemment est-elle correcte ou non ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – La question a été soulevée voici quelque mois dans le cadre de la réforme des pensions. Dans l'accord de gouvernement, l'idée a été de ne pas modifier les régimes particuliers en vigueur : SNCB, armée, ancienne gendarmerie, police, etc. Peut-être aurait-il mieux valu repartir d'une feuille blanche, mais nous avons dû travailler rapidement, avec dès lors la nécessité de faire ultérieurement les adaptations nécessaires.

À l'époque, pour répondre aux souhaits des agents de la police locale et de la police judiciaire – ainsi que des pompiers et des enseignants –, nous avons pris des mesures correctrices leur permettant de partir à 60 ans pour autant que leur carrière soit suffisamment longue (37 ou 38 ans), ce qui est le cas de presque toutes les personnes concernées. Cette adaptation a permis de limiter dans les faits la discrimination que vous évoquez.

M. François Bellot (MR). – Des tensions surgissent entre les intéressés, et pas seulement dans ma zone de police. Je citerai l'exemple d'un agent qui pourra partir à 54 ans avec 30 ans de carrière, un autre – qui exerce le même métier – ne sera pensionné qu'à 64 ans après 40 années de service, pour une pension identique. Pour arriver à une convergence, ne faudrait-il pas prévoir un système transitoire de cliquets en fonction de l'âge des policiers ?

Parmi les professions que vous avez citées – pompiers, enseignants – je n'en connais aucune autre où l'on observe de tels écarts. Mettons-nous à la place des policiers communaux, qui devront travailler plus longtemps mais constatent que les régimes particuliers ont été maintenus. Quand vous évoquez les pompiers, il s'agit de tous les pompiers ; quand vous évoquez les enseignants, il s'agit de tous les enseignants. Ici, on a accentué les écarts entre deux catégories d'officiers qui exercent le même métier. J'imagine que les organisations syndicales ont attiré votre attention sur le problème.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Je n'ai pas dit que nous n'allions rien faire. L'accord de gouvernement a « cliché » les exceptions, mais celles-ci pourraient cependant être analysées à nouveau, dans le cadre d'un grand accord.

M. François Bellot (MR). – Je ne pense pas qu'une proposition de loi spécifique s'impose, mais d'autres situations pourraient être réglées simultanément.

(La séance est levée à 16 h 30.)

het korps waarvan ze afkomstig zijn.

Zal de minister ter zake voorstellen doen? Zal ze ook overgangsmatregelen nemen om de regelingen voor de politie eenvormig te maken? Is mijn interpretatie van de recent aangenomen maatregelen correct?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Het probleem is enkele maanden geleden aan bod gekomen in het kader van de pensioenhervorming. Het regeerakkoord gaat uit van het idee om niet te raken aan de bijzondere pensioenregels voor de NMBS, het leger, de vroegere Rijkswacht, de politie enzovoort. Misschien hadden we beter van een wit blad vertrokken, maar het moest snel gaan. Vandaar dat de nodige aanpassingen later worden aangebracht.*

Om tegemoet te komen aan de wensen van de agenten van de lokale en de gerechtelijke politie – en van de brandweerlieden en de onderwijzers – hebben we corrigerende maatregelen genomen die hen in staat stellen vanaf 60 jaar te vertrekken op voorwaarde dat hun loopbaan lang genoeg is (37 of 38 jaar), wat voor zowat alle betrokkenen het geval is. Hierdoor kon de discriminatie waarover de heer Bellot het had, worden ingeperkt.

De heer François Bellot (MR). – *Er ontstaan spanningen tussen de betrokkenen, en dat niet alleen in mijn politiezone. Zo is er een agent die op 54 jaar na een loopbaan van 30 jaar zal kunnen weggaan, terwijl een andere, die hetzelfde beroep uitoefent, pas op 64 jaar na een loopbaan van 40 jaar met pensioen zal kunnen gaan voor een even hoog pensioen. Moet er geen voorlopig cliquet-systeem komen op basis van de leeftijd van de politieagenten?*

Ik heb geen weet van dergelijke grote verschillen bij de andere beroepen waarnaar de minister verwees, zoals brandweer en onderwijzers. Laten we ons eens in de plaats stellen van de agenten van de gemeentepolitie die langer zullen moeten werken, maar vaststellen dat de bijzondere regimes zijn behouden. Voor de brandweperlui en de onderwijzers is de regeling van toepassing op alle betrokkenen. Bij de politie wordt het onderscheid tussen twee categorieën van officieren die hetzelfde werk doen op scherp gesteld. Ik neem aan dat de vakbonden op dit probleem hebben gewezen.

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Ik heb niet gezegd dat we niets gaan doen. In het regeerakkoord hebben we niet geraakt aan de uitzonderingen. Dat neemt niet weg dat we die later in het kader van een groot akkoord, opnieuw onder de loep kunnen nemen.*

De heer François Bellot (MR). – *Ik denk niet dat een specifiek wetsvoorstel nodig is, maar andere situaties zouden tegelijkertijd kunnen worden geregeld.*

(De vergadering wordt gesloten om 16.30 uur.)